

Cours de Relations banques-entreprises

Nadine Levratto

Année universitaire 2011-2012

Informations pratiques

- Bibliographie transmise sur le blog au fur et à mesure qu'on avance dans le cours
- Contact par mail:

nadine.levratto@u-paris10.fr

Bat. T, bureau 210

Plan du cours

Introduction sur les relations entre banques et entreprises

Section 1. Quelles justifications à l'existence des intermédiaires financiers ?

1.1. La théorie conventionnelle de l'intermédiation financière

1.2. Les nouvelles théories de l'intermédiation

1.2.1. Intermédiation financière et asymétries d'information

1.2.2. Intermédiation financière et liquidité

1.2.3. Intermédiation financière et théorie des coûts de transaction

Section 2. Les relations de clientèle de long terme banque-entreprise

2.1. Le cadre de base : le rationnement du crédit

2.2. Introduction de la relation de clientèle de long terme

2.3. Gains et coûts spécifiques relatifs à la relation de clientèle de long terme

Section 3. Les déterminants du nombre de banques

3.1. Choix du nombre de banques et caractéristiques de l'entreprise

3.2. Choix du nombre de banques et concurrence des marchés bancaires locaux

3.3. Choix du nombre de banques et risque d'illiquidité d'origine bancaire

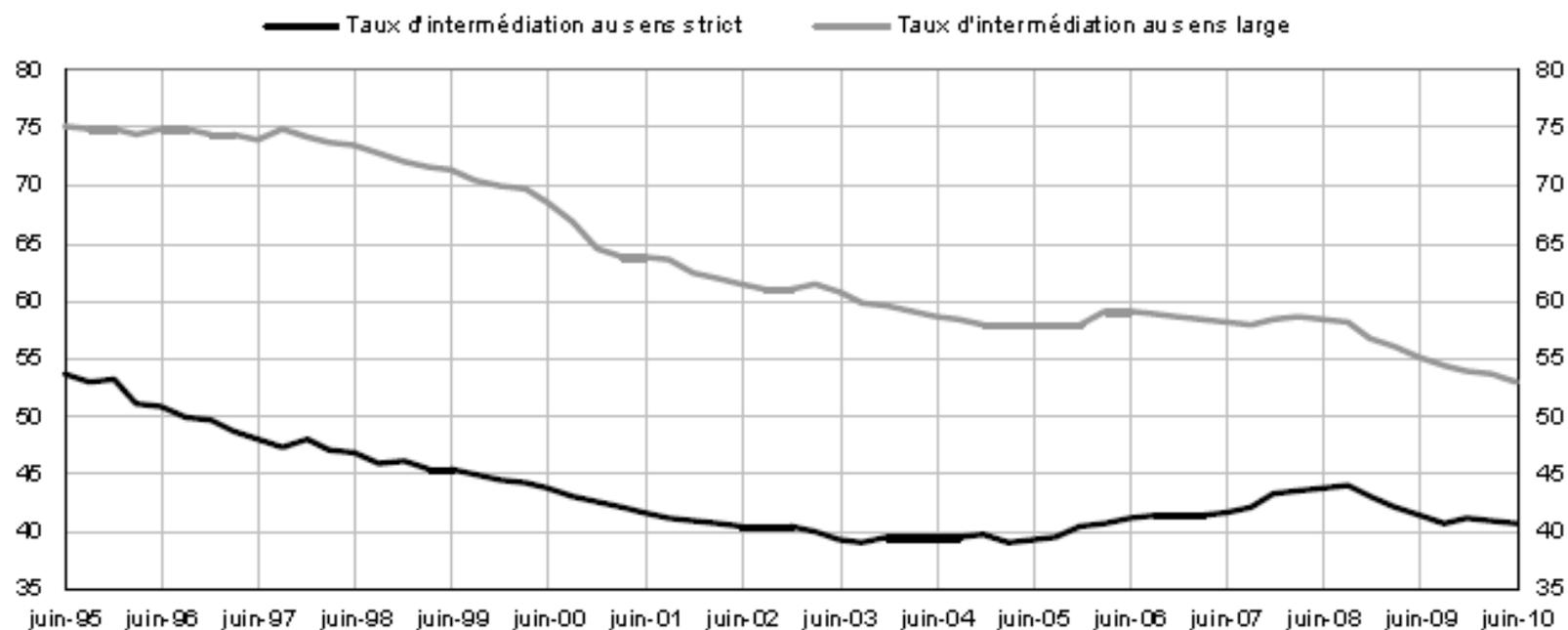
Des banques essentielles au financement des entreprises

Taux d'Intermédiation Financière	juin-10
Taux d'intermédiation financière au sens large	52,9
Taux d'intermédiation financière au sens strict	40,5
Répartition par instrument	
Crédits	40,5
Actions	2,7
Obligations	6,8
Titres du marché monétaire	3
Répartition par secteur bénéficiaire de financement	
Sociétés non financières	20,5
Ménages	20,5
Administrations publiques	11,9
Répartition par secteur apporteur de financement	
BCN, établissements de crédit et entreprises d'investissement	44,4
Sociétés d'assurance	5,2
OPCVM	3,3

Une situation qui évolue très lentement

Taux d'intermédiation financière

(en % du total des financements obtenus par les ANF résidents)



Sources : comptes nationaux financiers, Balance des paiements ; calculs : DSMF-SESOF

Des encours de crédit au entreprises élevés en France

Encours en mai 2011 en mds €

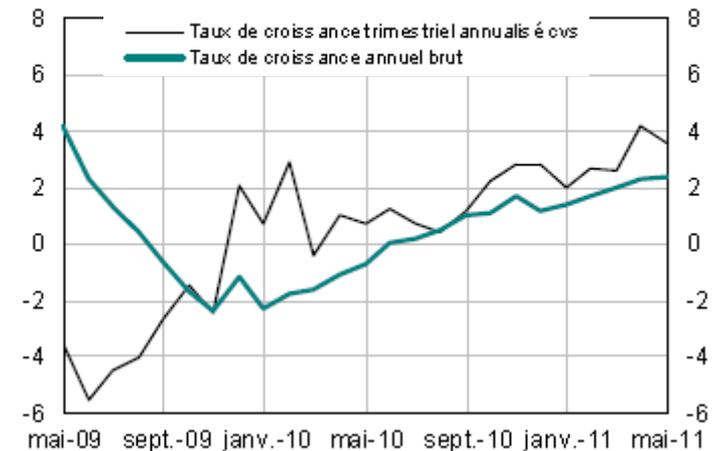
- aux sociétés non financières 797,8, dont
 - investissement : 337,9
 - trésorerie : 187,7
- Total ménages : 1 075,8
- Total secteur privé non financier: 1 873,6

Les encours de crédits mobilisables atteignent 258 milliards d'euros et progressent de 10,2 % en rythme annuel

- Les encours mobilisés augmentent de 3,5 %, avec des évolutions contrastées entre secteurs.
 - croissance pour le secteur immobilier (+ 6,4 %), suivi par le commerce, le soutien aux entreprises, la construction et l'hébergement-restauration.
 - baisse pour les *holdings* (– 3,9 %), *l'industrie manufacturière* (– 3,6 %) et les *transports* (– 3 %).

Crédits aux SNF

(taux de croissance en %)



Crédit aux SNF

Mais des différences selon le type d'entreprises

(encours en milliards d'euros, taux en %)

	Crédits mobilisés et mobilisables			dont Crédits mobilisés			dont Crédits court terme		
	Encours	TC annuel	TC trimestr. CVS	Encours	TC annuel	TC trimestr. CVS	Encours	TC annuel	TC trimestr. CVS
	Mai. 11	Mai. 11 / Mai. 10	Mai. 11 / Fév. 11	Mai. 11	Mai. 11 / Mai. 10	Mai. 11 / Fév. 11	Mai. 11	Mai. 11 / Mai. 10	Mai. 11 / Fév. 11
PME indépendantes et micro-entreprises	214,8	5,3	1,3	194,0	4,5	1,3	28,6	0,6	0,4
PME appartenant à un groupe	70,3	8,5	1,4	58,8	8,6	1,7	18,3	9,5	3,7
Total PME	285,1	6,1	1,5	252,8	5,4	1,6	46,9	3,9	1,2
Grandes Entreprises	192,6	2,4	1,7	118,8	-0,4	0,4	32,4	6,9	2,1
Holdings et/ou Admin. d'entreprises	249,0	2,1	0,1	125,9	-3,8	0,3	19,9	9,6	-10,2
Activités Immobilières	359,6	7,8	1,3	331,1	6,6	1,3	17,7	3,6	1,4
Ensemble	1 086,4	5,0	1,0	828,5	3,5	0,9	116,9	5,6	-1,0

Les activités immobilières incluent également la promotion immobilière dans ce tableau.

Source : Banque de France, Direction des entreprises, données disponibles fin juin 2011

Lien vers les documents :

- Évolution du taux d'intermédiation financière Premier semestre 2010
- Évolutions de la monnaie et du crédit en France en 2009

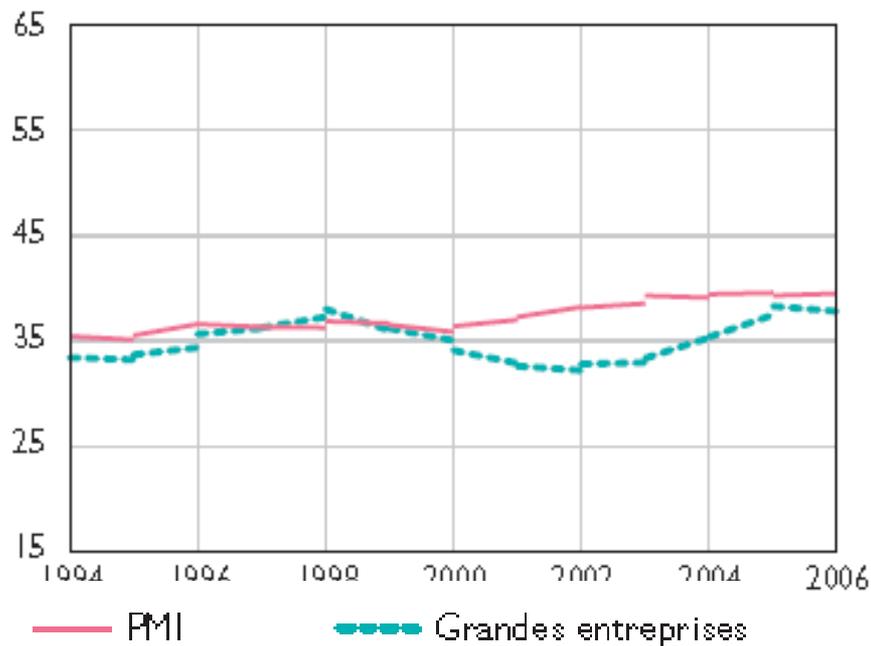


Comparaison France-Allemagne (1)

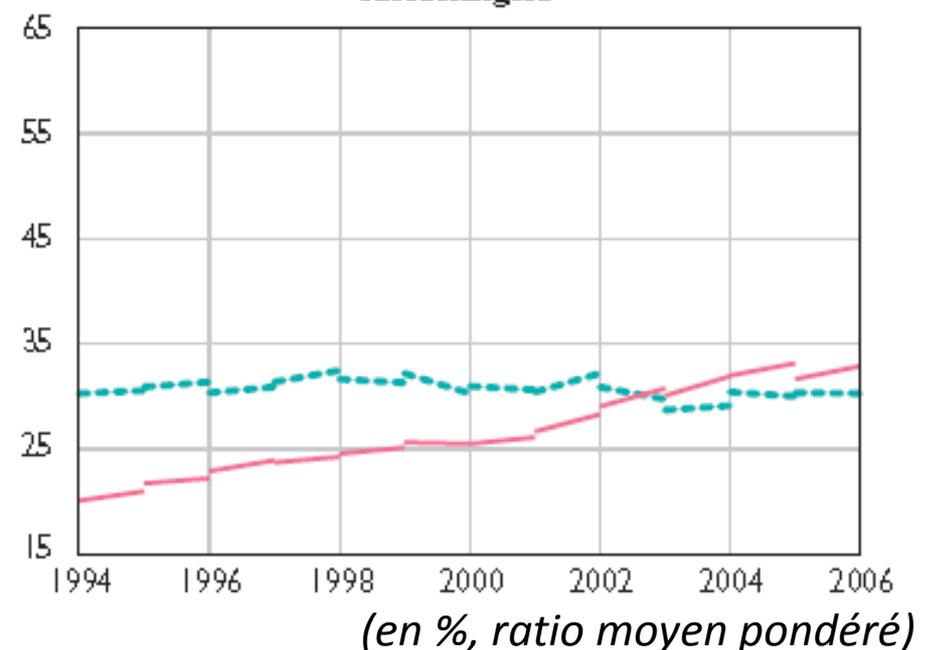
- Capitaux propres sur Total de bilan

- La part des capitaux propres se renforce régulièrement depuis le début des années 2000 en France où les PMI se distinguent peu des grandes entreprises
- En Allemagne, la structure financière des PMI s'améliore depuis dix ans alors qu'elle stagne pour les grandes entreprises industrielles.

France



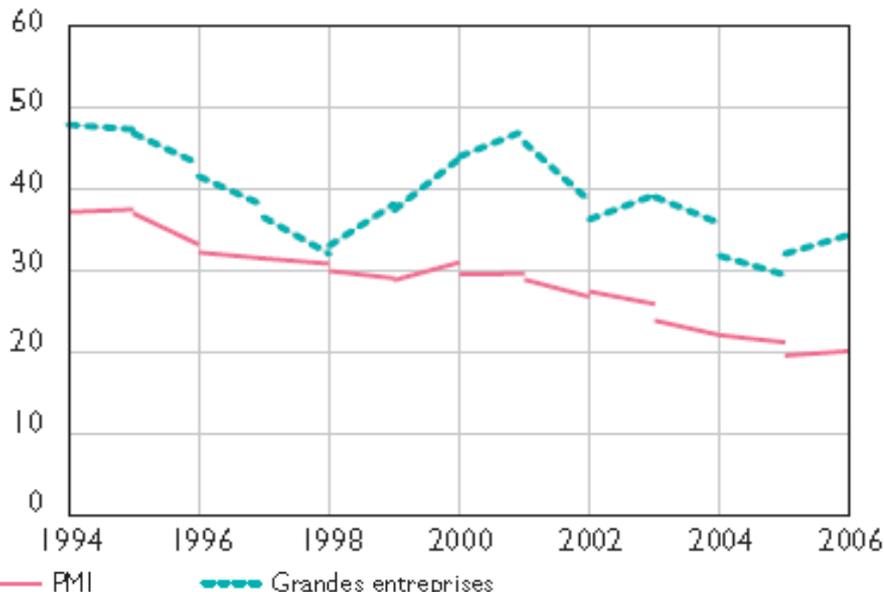
Allemagne



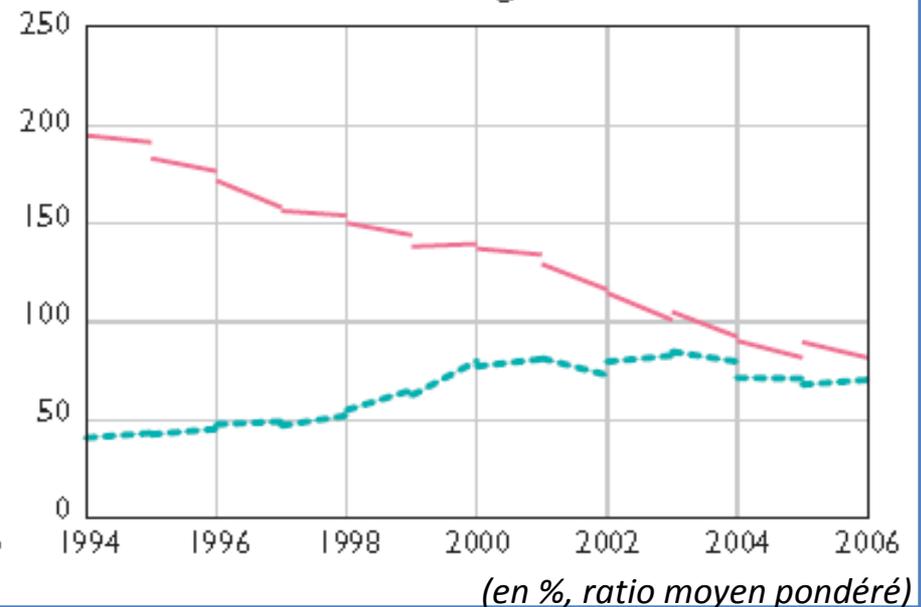
Comparaison France-Allemagne (2)

- Le taux d'endettement financier (/ Capitaux propres) inclut les dettes bancaires, les financements intra-groupes et ceux obtenus sur le marché
 - En Allemagne, le taux de l'endettement financier net des PMI se réduit de plus de moitié (de 200% en 1995 à 95% en 2006). **Causes** : renforcement des fonds propres dans le total du bilan et baisse de l'endettement.
 - En France, l'évolution est moins heurtée pour les PMI que pour les grandes entreprises.

France



Allemagne

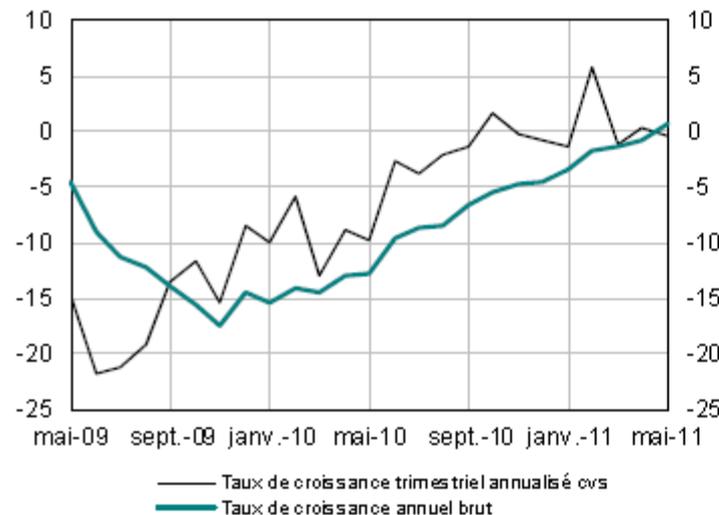


Des évolutions bouleversées par la crise en France

- La reprise du crédit observée en France résulte, pour l'essentiel, du net ralentissement de la contraction des crédits de trésorerie dont le rythme annuel est revenu d'une année à l'autre de $-14,5\%$ à $-4,5\%$.

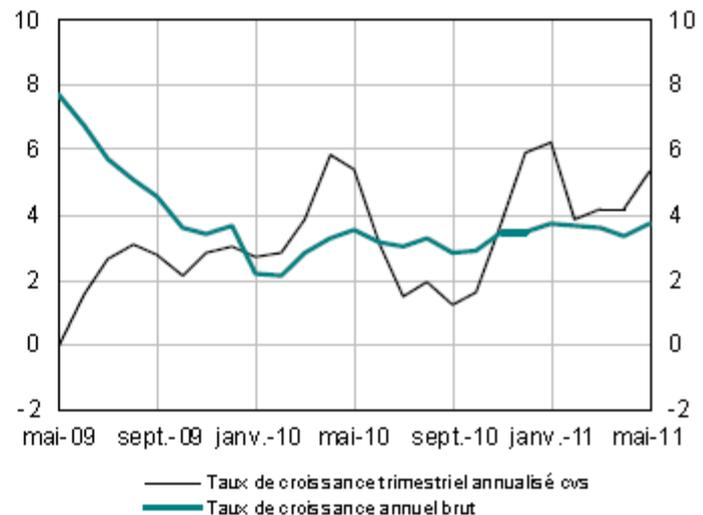
Sociétés : crédits de trésorerie

(taux de croissance en %)



Sociétés : crédits à l'investissement

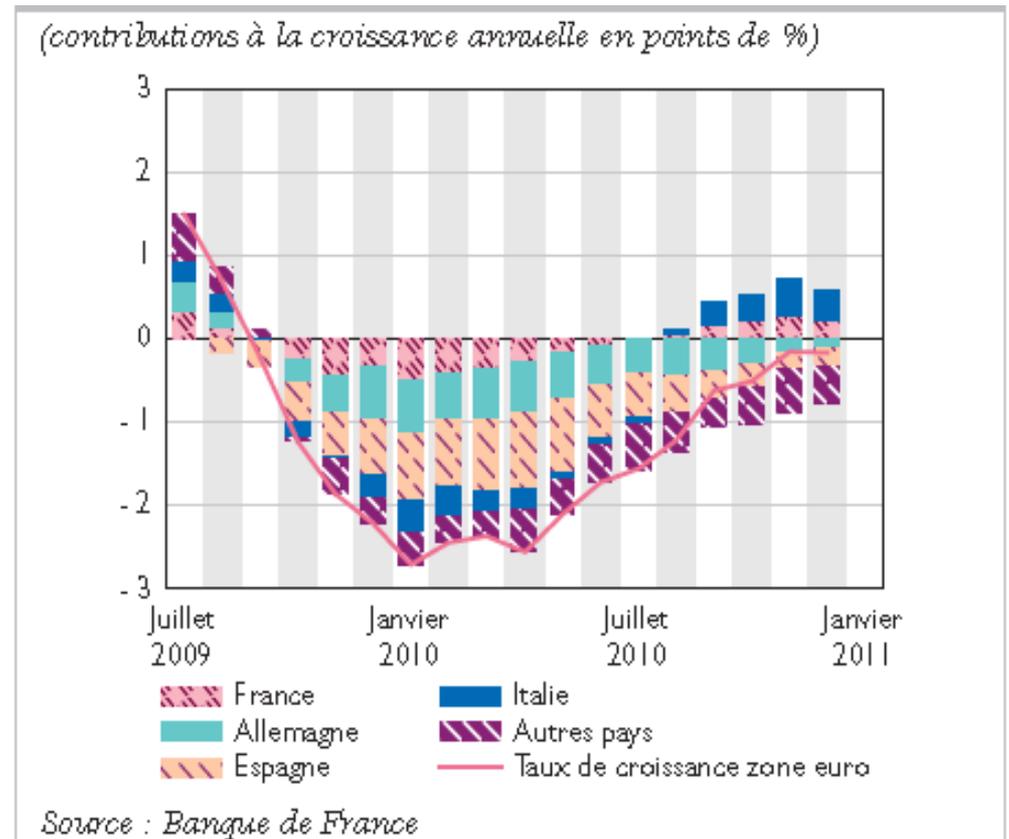
(taux de croissance en %)



et en Europe

- Dans la zone euro, l'érosion des crédits aux SNF s'est poursuivie,
- Elle a tendance à s'atténuer. La décroissance annuelle n'était plus que de $-0,2\%$ en décembre 2010.

Crédits aux SNF dans la zone euro



Enjeu du cours

- Question : Pourquoi la banque reste-t-elle le principal interlocuteur financier de l'entreprise moderne?
- Réponse:
 - En parallèle avec la gestion et la fourniture des moyens de paiement, elle exerce une fonction d'intermédiaire entre les épargnants d'un côté et des emprunteurs risqués engagés dans un processus de production ou de dépenses intertemporel de l'autre.
 - Elle assure une transformation des risques à moindre coût au travers de la fonction de production d'informations de l'intermédiaire financier.
 - Cette fonction se matérialise principalement par l'existence d'une relation de clientèle de long terme qui est souvent décrite comme un élément favorable à la disponibilité des financements pour la firme.

Une question pratique (1)

La communication bancaire est intense à ce sujet

- 2006 : entrée en vigueur de la charte des relations entre les établissements financiers et les entreprises.
- Objectif : instaurer des relations plus sereines entre les acteurs concernés, en renforçant la compréhension réciproque des rôles et des responsabilités de chacun
- Modalités d'action:
 - accueil optimal des candidats à la création et à la reprise d'entreprise
 - développement d'une relation solide, durable et équilibrée
 - dialogue ouvert entre la banque et son client leur permettant d'échanger toutes les informations utiles au bon fonctionnement de l'entreprise

Une question pratique (2)

Avec la crise, les banques insistent davantage sur les bonnes pratiques en matière de relations avec les entreprises (Actualité bancaire, n 546, juillet 2010) →

- **Rechercher des relations étroites et transparentes**
Le banquier et le dirigeant de PME doivent communiquer régulièrement et s'informer mutuellement.
- **Expliquer les écarts économiques ou financiers**
Les échanges entre le banquier et l'entreprise permettent de faire valoir les points forts, mais aussi d'identifier les points plus faibles et les stratégies pour y remédier.
- **Anticiper les besoins de financement**
Informée au plus tôt, la banque sera plus réactive.
- **Élaborer des données prospectives**
L'établissement de données prévisionnelles fournit des éléments objectifs, actuels et prospectifs.

Une question pratique (3)

- Un besoin attesté par le succès du médiateur du crédit .
 - Origine : 2008, au début de la crise
 - 2 objectifs prioritaires.
 - D'abord il ne fallait laisser aucune entreprise seule face à ses problèmes de trésorerie ou de financement.
 - Ensuite il fallait veiller au respect des engagements pris par les établissements financiers dans le cadre du plan de soutien à l'économie. Même si ce dernier n'est plus en vigueur aujourd'hui le médiateur du crédit existe toujours.
 - Modalités : institution organisée au niveau régional et outre le médiateur elle réunit des représentants de la Banque de France, des préfetures, des organismes administratifs fiscaux et sociaux , etc.
 - Dossiers traités :
 - Examiner la situation de chaque entreprise de manière concrète et factuelle ;
 - Rapprocher les positions divergentes à partir d'une expertise technique des dossiers ;
 - Proposer des solutions concertées et adaptées ;
 - Anticiper les risques par des approches sectorielles et en alerter le gouvernement.
- La Médiation est accessible aux entreprises qui rencontrent des difficultés de financement bancaire, d'assurance crédit ou du fait leurs fonds propres.

Écho théorique

- La prise en compte des asymétries informationnelles dans la théorie bancaire → large consensus autour du rôle de production d'information des banques car :
 - elles possèderaient une expertise particulière dans l'évaluation des entreprises,
 - qui les rendrait plus aptes que les autres créanciers à sélectionner et à contrôler les emprunteurs.
- Même idée dans les modèles s'interrogeant sur la place respective du financement bancaire et du financement marchéisé dans la structure d'endettement des entreprises → le crédit bancaire s'adresserait avant tout à des emprunteurs risqués ou posant d'intenses problèmes informationnels.

Part de la sphère financière concernée

